Analyse des programmes politiques

au regard des crises climatiques et de la biodiversité

Votum Klima a demandé aux partis politiques de se positionner sur les 18 revendications que nous avons pour amener le Luxembourg vers un pays plus décarbonisé, résilient et juste.

Leurs réponses ont été mises en parallèle de notre propre analyse.

Votum Klima appelle maintenant les citoyen·nes qui se rendront aux urnes à faire le choix de la protection de l'environnement, du climat et de la justice sociale pour les générations actuelles et futures.

Il est crucial d'agir maintenant et ensemble pour assurer un avenir durable, résilient et joyeux aux générations futures.

En un coup d'oeil - l'analyse de VK Légende



L'avis de Votum Klima

L'avis des partis*



Programme entre 76% - 100% en accord avec les revendications



Programme entre 51% - 75% en accord avec les revendications





Programme entre 26% - 50% en accord avec les revendications





Programme entre 1% - 25% en accord avec les revendications





Pas de mention dans le programme des revendications



*Les partis suivants n'ont pas répondu à nos sollicitations : ADR, FOKUS, Liberté-Fräiheet! et DEI KONSERVATIV. C'est la raison pour laquelle leur positionnement par rapport aux revendications n'est pas retranscrit.

Votum Klima a choisi de présenter l'ensemble des partis ayant déposé une liste et proposé un programme.



1. Une transition ambitieuse et juste pour le Luxembourg



1.1 Préservation de la biodiversité et des ressources en eau

1.2 Une alimentation saine et respectueuse de la planète à portée de tou·tes

1.3 Modes de consommation | axées sur la réparation, le réemploi et le partage

1.4 Réduction des besoins énergétiques et développement des énergies renouvelables et locales

1.5 Un habitat densifié, durable et abordable

1.6 Une mobilité active, collective, électrique et partagée



































































































































































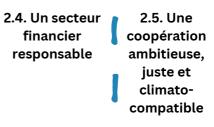
2. Des responsabilités au-delà des frontières



2.1. Un
financement
climatique juste
et contribution
équitable aux
pertes et
dommages

2.2. Des relations commerciales équitables et respectueuses de l'environnement

2.3. Un devoir de vigilance
pour les
entreprises
respectueuses
de l'environne-
ment et des
droits humains



2.6. Une reconnaissance des réfugiés climatiques



















































































































































































3. Une transition sociétale au service du bien commun



3.1. Des politiques ambitieuses fondées sur les principes de régénération

3.2 Une transition socialement juste

3.3. Une évolution du paradigme économique au commun

3.4. Une gouvernance participative, inclusive et profit du bien transformatrice

3.5. Une approche axée sur le genre dans les politiques climatiques

intégration de la protection du climat et du dév. durable dans les programmes éducatifs















































































































































































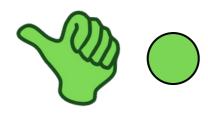


Sous la loupe :



1. Une transition ambitieuse et juste pour le Luxembourg

1.6 Une mobilité active, collective, électrique et partagée



Le CSV mentionne des mesures concrètes pour développer le trafic ferroviaire (au niveau national et international), étendre le tram vers des communes limitrophes (Niederanven, Munsbach, Sandweiler, Strassen, Bertrange, Mamer et Kockelscheuer), développer les lignes de BHNS ("Bus à haut niveau de service") sur les axes principaux comme alternatives compétitives au transport individuel, créer davantage de liaisons transversales entre les localités et les nœuds routiers, et développer en priorité les liaisons entre les pistes cyclables communales, régionales et nationales afin de créer un réseau national interconnecté.

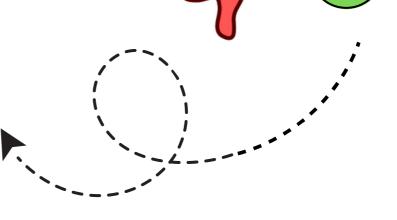
Le CSV ne consacre aucun paragraphe au financement climatique international dans son programme électoral.

Pire encore, dans son chapitre sur la coopération, il met l'accent sur la coopération stratégique avec les pays de l'Afrique, duquel le Luxembourg pourrait profiter en matière de matières premières. Le CSV veut renforcer les synergies entre la coopération et l'économie.

2. Des responsabilités au-delà des frontières

2.1. Un financement climatique juste et contribution équitable aux pertes et dommages







1. Une transition ambitieuse et juste pour le Luxembourg

1.4 Réduction des besoins énergétiques et développement des énergies renouvelables et locales



Le développement des énergies renouvelables sera la priorité absolue du DP pour les prochaines années. Il veut appliquer le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat et les mesures qui y sont consignées afin de garantir au Luxembourg d'atteindre ses objectifs climatiques.

À travers des investissements massifs dans l'éolien et le solaire et une accélération notable des procédures d'autorisation des projets énergétiques, il veillera à ce que le Luxembourg baisse ses émissions, atteigne ses objectifs climatiques et réduise sa dépendance des grands producteurs d'énergie.

Pour relever ce défi historique avec succès, le DP mobilisera des moyens supplémentaires en faveur de la transition énergétique en émettant des obligations durables et créera un fonds citoyen pour les investissements durables.

Cependant, les notions de sobriété et de réduction des besoins énergétiques ne sont que peu développées selon VK.

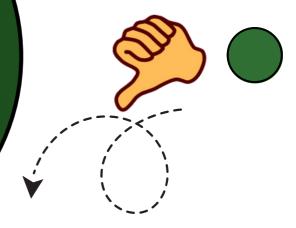
Pour le DP, le respect
des droits humains est la priorité absolue.
Les pays structurellement faibles ne doivent pas être exploités pour le compte d'autres pays.
En outre, le DP s'engage pour une production durable.
En ce sens, le DP soutient la proposition de la
Commission européenne en faveur d'une loi sur la
chaîne de livraison pour que les standards sociaux et de durabilité soient respectés. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que ce sont les entreprises qui assument la principale charge de la mise en œuvre de la législation sur les chaînes de livraison.

(...)

Dans le cadre de la simplification administrative, le DP exige aussi que les entreprises soient déchargées là où les tâches administratives ne participent en rien à la finalité visée.

2. Des responsabilités au-delà des frontières

2.3. Un devoir de vigilance pour les entreprises respectueuses de l'environnement et des droits humains



Le DP est le seul parti de la coalition actuelle qui s'oppose à une inclusion du secteur financier dans une future loi européenne pour un devoir de vigilance. De plus, il ne se prononce pas clairement pour un seuil critique des entreprises incluses à partir de 250 employés et un chiffre d'affaires de 40 millions.



Sous la loupe:



1. Une transition ambitieuse et juste pour le Luxembourg

1.2 Une alimentation saine et respectueuse de la planète à portée de tout·es



Déi gréng ont des mesures très concrètes et nombreuses pour une alimentation saine et respectueuse de la planète, parmi lesquels le développement de l'agriculture biologique, notamment à travers une offre étoffée de conseil et d'accompagnement, et une réduction du risque financier avec un fonds de garantie pendant la phase de conversion, et le soutien accru aux exploitations et fermes expérimentales exemplaires sur le plan écologique afin de promouvoir des méthodes agricoles alternatives et de favoriser les échanges.

Déi gréng veulent aussi renforcer la biodiversité des cultures dans les champs et les cultures maraîchères grâce à un programme de conservation et de multiplication des plantes cultivées locales et continuer à développer la coopération entre l'agriculture et la protection de la nature et de l'eau et remplacer les pesticides et herbicides dangereux pour les insectes par des alternatives qui ont fait leurs preuves.

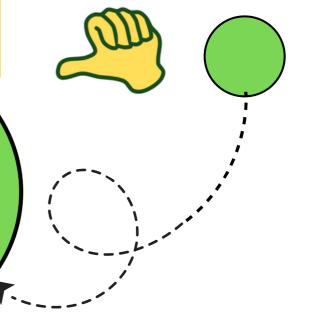
Déi gréng est le seul parti à mentionner le changement climatique comme cause de migration.

VK regrette cependant que le parti ne se prononce pas clairement pour une reconnaissance des « réfugiés climatiques », mais en faveur d'un renforcement du dialogue à ce sujet au niveau européen et international.

Pour déi gréng,
faire progresser le dialogue
sur les flux migratoires et les
fuites liés au climat ou à
l'environnement et le
développement du droit à la
mobilité internationale des
personnes concernées au
niveau européen et
international est
important.

2. Des responsabilités au-delà des frontières

2.6 Une reconnaissance des réfugiés climatiques







3. Une transition sociétale au service du bien commun

3.3 Une évoluion du paradigme économique au profit du bien commun



Selon déi Lénk, la crise sociale et environnementale ne peut être surmontée sans remettre en cause la logique capitaliste. La préservation des ressources naturelles et de leur équilibre doit devenir la préoccupation première dans toute activité humaine et remplacer le dogme de la rentabilité et de la croissance à tout prix. déi Lénk veut faire primer la protection de l'environnement et des ressources naturelles sur les intérêts économiques et faire inscrire le respect obligatoire des principes de durabilité par l'État et les communes dans la Constitution, y compris le droit de toute personne à un environnement sain et équilibré.

Pour déi Lénk,

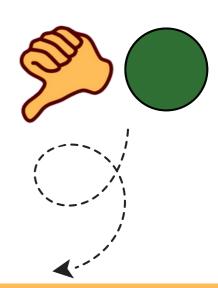
les mesures (...) écologique devront être financées à l'aide de budgets publics. Les recettes nécessaires pour les financer seront générées à travers une taxation plus conséquente des fortunes, des revenus élevés et des revenus du capital pour que les personnes les plus riches contribuent enfin de manière solidaire.

De nombreuses études montrent que le niveau de pollution augmente avec le revenu et que notamment les ultrariches sont responsables d'une grande partie des émissions mondiales. La justice climatique passe donc par plus de justice fiscale.

En ce qui concerne la contribution équitable aux pertes et dommages, déi Lénk soutient le principe des « responsabilités communes mais différenciées ». Le Luxembourg doit s'engager à des financements à hauteur de sa responsabilité et ce dans le cadre du fonds mondial dédié aux pertes et dommages mis en place lors de la COP27.

2. Des responsabilités au-delà des frontières

2.1 Un financement climatique juste contribution équitable pertes et profits



Même si déi Lénk a des positions très progressistes en matière de solidarité internationale - notamment l'annulation de la dette des pays les moins avancées, l'augmentation du budget de l'aide publique au développement (APD) à 1,25% du revenu national brut d'ici 2030 et de ne pas y inclure les financement climatiques internationaux - cette dernière proposition n'est pas élaborée plus en détail.

A quelle hauteur? Pour quels bénéficiares? Selon quels critères?

Sous la loupe:



1. Une transition ambitieuse et juste pour le Luxembourg

1.3 Modes de consommation axée sur la réparation, le réemploi et le partage



Le LSAP veut intervenir auprès de l'UE pour légiférer contre l'obsolescence programmée. Il envisage des formations diplômantes en réparation, écodesign et « low tech », combinant le numérique et les compétences manuelles.

Il encourage fiscalement l'investissement dans des ressources ayant une longue durée de vie par l'introduction d'un double amortissement en cas d'utilisation plus longue et/ou de réparation. Pour encourager les activités de maintien de la valeur dans l'économie circulaire, il va réduire le taux de TVA à 8% sur des activités répondant aux critères de l'économie circulaire.

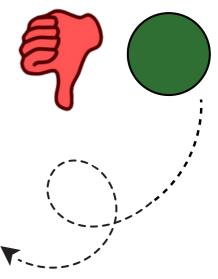
Outre l'adaptation d'un cadre législatif adéquat, le LSAP propose de mettre à disposition des acteur•rices de l'économie du partage des espaces d'entreposage pour les produits et matériaux en attente de réemploi. Enfin, il soutiendra financièrement la mise en place de services de partage et créera un portail national pour l'économie du partage.

2. Des responsabilités au-delà des frontières

2.6 Une reconnaissance des réfugiés climatique

Le LSAP ne mentionne ni le soutien à la plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes climatique ni la reconnaissance des réfugiés climatiques dans son programme électoral.

Le LSAP
soutient le travail de la
« plateforme sur les
déplacements liés aux
catastrophes climatiques ».
Il soutient les efforts au niveau
européen pour donner un statut
aux réfugiés climatiques et
d'élaborer les principes d'une
assistance aux personnes
reconnues comme telles.





Sous la loupe :



3. Une transition sociétale au service du bien commun

3.2 Une transition socialement juste



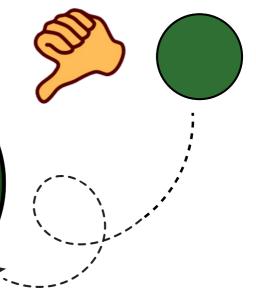
Le KPL demande une augmentation significative de tous les impôts sur le capital pour les banques, les fonds d'investissement, les groupes ainsi que les moyennes et grandes entreprises et l'introduction d'un impôt numérique pour les groupes Internet; parallèlement, les impôts pour les petites entreprises doivent être réduits et la taxation de tous les revenus du capital accrue. Il y aura alors suffisamment d'argent pour investir dans la protection du climat.

Le KPL a bien une vision critique et systémique sur la place financière, mais ne développe pas de mesures concrètes afin de mettre en place une législation contraignante pour l'ensemble du secteur financier afin de respecter les principes directeurs des Nations Unies et les accords internationaux sur l'environnement, de mettre fin au greenwashing et du socialwashing dans le secteur financier et de garantir la participation de la société civile.

2. Des responsabilités au-delà des frontières

2.4 Un secteur financier responsable

Le KPL exige une socialisation des banques et un démantèlement systématique de la partie de la place financière qui fonctionne dans l'intérêt de la spéculation.





Sous la loupe:



2. Des responsabilités au-delà des frontières

2.2 Un devoir de vigilance pour les entreprises respectueuses de l'environnement et des droits humains



Les Pirates luttent pour la protection des droits de humains en ce qui concerne la chaîne d'approvisionnement. C'est pourquoi, avec l'Initiative pour un devoir de vigilance, ils ont déposé une proposition de loi en mai 2023.

L'objectif visé est celui que chaque grande entreprise mette en place un plan de vigilance et vérifie dans ses chaînes d'approvisionnement si les droits humains sont respectés et vérifie l'application potentielle de pratiques néfastes pour le climat.

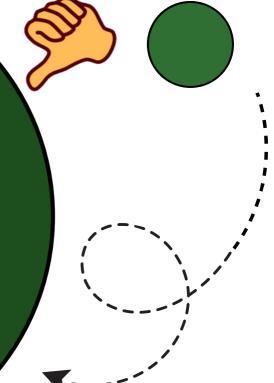
Selon VK, à part la protection de la forêt et des ressources en eau, et les soucis qu'ils se font sur le climat et la durabilité, les Pirates ne proposent pas de mesures concrètes sur la protection directe de la nature, de l'environnement et de la biodiversité dans leur programme.

1. Une transition ambitieuse et juste pour le Luxembourg

1.1 Préservation de la biodiversité et des ressources en eau

Pour les Pirates,

l'eau est une ressource vitale, c'est pourquoi nous devons l'utiliser avec parcimonie et responsabilité. L'eau potable ne devrait pas être utilisée pour laver les voitures, arroser les jardins ou alimenter les fontaines. Les Pirates veulent de l'eau propre pour tous en accélérant la construction de stations d'épuration pour purifier notre eau (...) et en installant davantage de réservoirs de récupération d'eau de pluie et de bassins de collecte dans les espaces publics et sur des grands bâtiments publics. Les Pirates veulent d'ailleurs de la vraie nature plutôt que du béton. Il faut mettre fin à la l'imperméabilisation excessive des sols : les grands parkings peuvent être recouverts avec des alternatives (...), même si cela demande un peu plus d'entretien. Dans les espaces publics, nous n'avons pas besoin de plantes ornementales artificielles, d'arbres de rue isolés ou de petites fleurs, mais nous devrions plutôt permettre la création de vrais biotopes interconnectés.



Sous la loupe :



1. Une transition ambitieuse et juste pour le Luxembourg

1.6 Une mobilité active, collective, électrique et partagée



Volt met un fort accent sur la mobilité dans son programme. Afin de rendre les transports publics plus simples et moins chers dans toute l'Europe, Volt Europa a lancé une initiative citoyenne européenne (ICE): L'EuroTrain.

Les voitures ne devraient être que des visiteurs dans les zones urbaines et les centres-villes devraient être libérés des voitures.

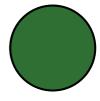
Volt souhaite que les solutions proposées soient mises en œuvre le plus rapidement possible afin que le vélo devienne une priorité au Luxembourg et vise une part modale d'au moins 12%. Différentes mesures concrètes pour la promotion du cyclisme en général sont énumérées.

Volt est le seul parti à ne faire aucune mention de l'agriculture biologique, or pour VK l'agriculture biologique est la seule à assurer les conditions, critères et garanties nécessaires pour une alimentation saine et respectueuse de la planète.

1. Une transition ambitieuse et juste pour le Luxembourg

1.1 Une alimentation saine et respectueuse de la planète à portée de tou·tes





Volt

veut plus de nourriture
grâce à une économie en circuit fermé.
L'agriculture, l'horticulture, l'horticulture sous serre
et l'élevage doivent également réduire leurs émissions et
faire progresser la biodiversité.

Pour encourager cela, les agriculteurs ne devraient plus recevoir de subventions pour la surface qu'ils cultivent, mais pour la manière dont ils l'utilisent.

Cela permettrait de promouvoir l'économie circulaire dans l'élevage et les cultures : ainsi nous pourrions produire et consommer de manière responsable.

Le bien-être des animaux est au cœur de cette démarche.

Les agriculteurs nourriront alors leurs animaux principalement avec du fourrage grossier provenant de leurs propres terres. Pour les aliments concentrés, nous pouvons utiliser des produits résiduels issus de l'industrie alimentaire, de l'agriculture et de l'horticulture.

Avec un circuit fermé, nous pouvons produire

jusqu'à 70 % de nourriture en plus.